

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

LA DÉSINFORMATION : ENJEUX, STRATÉGIES, DÉCONSTRUCTION



Nouvelle Série, n°4
Décembre 2021

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



LA DÉSINFORMATION : ENJEUX, STRATÉGIES, DÉCONSTRUCTION

**Nouvelle Série N°4,
décembre 2021
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614**



Revue Africaine de Communication (RAC)
Nouvelle Série, n°4, décembre 2021

Directeur de publication : Mamadou Ndiaye, directeur du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI) de Dakar (Sénégal)

Coordonnateur et Rédacteur en Chef : Alioune Dieng, professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Comité Scientifique :

Marc-François Bernier, professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)
N'guessan Julien At choua, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric Lambert, professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Lamine Ndiaye, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Anne Piponnier, professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya Diabi, professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie Lenoble-Bart, professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge Théophile Balima, professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola Soncini, professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Alioune Diané, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Modou Ndiaye, professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules Bizimana, professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor Faye, maître de conférences, Université Gaston Berger (Sénégal)

Diégane Sène, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Moustapha Samb, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Malick Diagne, maître de conférences, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Comité de lecture :

Dr Dominique-François Mendy, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Moustapha Mbengue, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Djibril Diakhate, EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Marième Pollèle Ndiaye, UFR CRAC, Université Gaston Berger, (Sénégal)

Dr Namoin YAO – BAGLO, ISICA/Université de Lomé

Dr Mohamed Sakho Jimbira, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine (France)

Dr Sokhna Fatou Seck SARR, UFR CRAC, Université Gaston Berger (Sénégal)

Comité de rédaction :

Dr Mouminy Camara, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Sahite Gaye, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Faoumata Bernadette Sonko, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Dr Sellé Seck, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Nouvelle Série, n°4

LA DÉSINFORMATION : ENJEUX, STRATÉGIES, DÉCONSTRUCTION

Numéro coordonné et édité par Alioune Dieng,
Professeur titulaire



**UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION (CESTI)
Décembre 2021**

Illustration de couverture : Boubacar Badji

©Copyright CESTI
Tous droits réservés

Maquette de couverture :

Une représentante de l'administration et des étudiants du CESTI, en discussion sur le Covid-19

Composition et mise en page :

Professeur Alioune Dieng

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66

Fax : +221 33 824 24 17

Adresses :

Revue Africaine de Communication

CESTI/UCAD, BP 5005, Dakar-Fann, Sénégal

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Impression : MCGSI, Avenue Cheikh Anta Diop, Dakar (Sénégal)

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS

I/II

PREMIÈRE PARTIE : La désinformation : enjeux, stratégies, déconstruction

1- Namoin Yao-Baglo

Communication gouvernementale à l'épreuve du Covid 19 : cas du Togo 1/18

2- Mahamoudou Konaté

Informations scientifiques et dilemmes éthiques dans le contexte de la pandémie covid-19 19/33

3- Sylvestre Kouassi Kouakou

Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp 35/58

4- Djibril Diakhaté, Moustapha Mbengue, Moussa Samba

L'Analyse des Réseaux Sociaux (ARS), une démarche de détection des théories conspirationnistes dans les réseaux socio-numériques : le cas des tweets dans la lutte contre la Covid-19 en Afrique 59/81

5- Hamidou Belem

Rumeurs autour de la Covid-19 au Burkina Faso : manifestations et impacts à l'ère du numérique 83/102

6- Barthélémy Toumgbin Della

Les réseaux sociaux : la nouvelle caverne de Platon et la crise d'identité de l'homme sartrien 103/118

DEUXIÈME PARTIE : VARIA

7- Marième Pollèle Ndiaye

Questionner l'objet « Eau » en sciences de l'information et de la communication : un défi épistémologique ? 121/133

8- Onésime Ndayizeye, Melchior Ntahonkiriye, Mamadou Ndiaye

Les facteurs entravant la couverture médiatique des questions agricoles au Burundi 135/153

9- Kouadio Joël-Henri Gilles ALOKO-N'GUESSAN

Analyse communicationnelle des effets de la lutte contre l'usage des sachets plastiques par les populations ivoiriennes 155/175

AVANT-PROPOS

La *Revue Africaine de Communication (RAC)* est un cadre d'échanges et de dialogue interdisciplinaires sur les sciences et les technologies de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, du droit, de l'éthique et de la déontologie des médias. Elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études et des pratiques portant sur les sciences et les technologies de l'information et de la communication, articulées à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing, la culture, etc.

Le numéro 4/2021 de la Nouvelle Série est consacré aux *enjeux*, aux *stratégies* et à la *déconstruction* de la *désinformation*. En effet, la crise sanitaire engendrée par la pandémie du COVID 19 s'est doublée d'une crise économique et sociale à l'échelle mondiale, remettant au goût du jour le débat sur la désinformation. Cette forme de manipulation de l'information, à la fois stratégique et technique, est motivée par des enjeux qui appellent une déconstruction, voire une réorientation et une régulation rigoureuse du secteur des médias, surtout des réseaux sociaux.

Les articles réunis dans le numéro actuel sont redistribués dans deux parties : le dossier thématique sur la désinformation, qui rassemble six articles, et la partie *Varia*, qui en regroupe trois. Cinq auteurs analysent la communication et la gestion de l'information en rapport avec la crise sanitaire créée par le Covid-19. En prenant le cas du Togo, Namoin Yao-Baglo s'intéresse à la communication gouvernementale, en rapport avec le coronavirus, dans la perspective d'une approche communicationnelle des organisations (ACO). Dans un contexte de crise sanitaire mondiale, la gestion de l'information scientifique prend une importance capitale face au risque de désinformation que représentent les réseaux sociaux. De plus, elle situe la question à un double niveau de responsabilité éthique, celle de l'homme de science, et déontologique, celle du professionnel des médias. Cependant, les réseaux sociaux rendent complexe cette exigence éthique et scientifique (Mahamoudou Konaté). Quant à Sylvestre Kouassi Kouakou, il analyse les pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp, en semi-confinement, pour cerner leurs motivations à utiliser les plateformes numériques d'interactions sociales, d'une part, l'importance que celles-ci prennent sur les médias classiques, d'autre part.

En outre, l'analyse des réseaux sociaux adopte la démarche de détection des théories conspirationnistes dans le cas spécifique de la pandémie de Covid-19 en Afrique (Djibril Diakhaté, Moustapha Mbengue & Moussa Samba). Contrastant avec la communication officielle, la désinformation relève parfois des rumeurs dont le principe de fonctionnement est étudié par Hamidou Belem qui cherche à en déceler les auteurs, les canaux de propagation, les stratégies argumentatives ainsi que leur incidence sur la gestion de la crise sanitaire produite par le Covid-19 au Burkina Faso.

L'analyse de la désinformation prend aussi une dimension philosophique avec Barthélémy Toumgbin Della, qui voit dans les réseaux sociaux une nouvelle caverne de Platon, qui permet de lire autrement la crise identitaire de l'homme.

Dans la partie *Varia*, Marième Pollèle Ndiaye questionne l'objet «eau» pour montrer le défi épistémologique que représente son analyse au prisme des sciences de l'information et de la communication, car celle-ci met en exergue le caractère impérieux de la promotion des changements de comportements dans le traitement de l'information environnementale et dans la gestion du liquide vital. En prenant toujours comme objet la nature, Onésime Ndayizeye, Melchior Ntahonkiriye et Mamadou Ndiaye se penchent sur les facteurs qui entravent la couverture médiatique des questions agricoles au Burundi. Enfin, l'impact de la lutte contre l'usage des sachets plastiques par les populations ivoiriennes, dans sa dimension communicationnelle, est analysé par Kouadio Joël-Henri Gilles Aloko-N'guessan.

Professeur Alioune Dieng

QUESTIONNER L'OBJET « EAU » EN SCIENCES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION : UN DEFI EPISTEMOLOGIQUE ?

Marième Pollèle Ndiaye
Université Gaston Berger (Sénégal)

Résumé

Bien commun, droit universel, au cœur de nombreuses convoitises, l'eau est un objet rarement étudié en sciences de l'information et de la communication (SIC). Pourtant, face à la pénurie de l'eau annoncée par les Nations unies, laquelle alimente des crises socio-économiques, la communication revêt un caractère impérieux pour promouvoir des changements de comportements. Dans le même temps, du fait de ses multiples facettes, le traitement de la question hydrique est complexe. Il nécessite de s'imprégner de différentes disciplines connexes des SIC pour des pratiques de communication performatives. Cette contribution, sous forme de réflexion épistémologique, propose de mettre en exergue l'apport des SIC dans les débats sur l'eau.

Mots clés : Épistémologie, SIC, communication, eau, développement durable.

Abstract:

Common good, universal right, at the heart of many desires, water is an object rarely studied in information and communication sciences (ICS). However, faced with the water shortage announced by the United Nations and fueling socio-economic crises; communication is essential to promote behavior change. At the same time, because of its multiple facets, the treatment of the water issue is complex, as it requires immersing oneself in different related disciplines of ICS for performative communication practices. This contribution, in the form of epistemological reflection, proposes to highlight the contribution of CIS in debates on water.

Keywords: Epistemology; ICS; communication; water; sustainable development.

Introduction

*À l'échelle cosmique, l'eau est plus rare que l'or.
Pour la vie, elle est infiniment plus précieuse.
(Hubert Reeves, 2007 : 14)*

En juillet 2021, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) présentent une publication sur les « Progrès en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène des ménages » couvrant la période 2000-2020. L'on y apprend que l'année dernière, près de la moitié de la population mondiale n'avaient pas accès aux services d'assainissement ; et environ une personne sur quatre n'avait pas d'eau potable à son domicile. Par ailleurs, la crise de la maladie à coronavirus a révélé la nécessité d'une disponibilité immédiate de la ressource en eau pour le lavage des mains. En effet, au début de la pandémie, trois personnes sur dix dans le monde ne possédaient pas d'installation à domicile permettant de se laver les mains avec de l'eau et du savon. Etant donné que

cette action est considérée comme le principal rempart à une contamination, l'on peut saisir aisément la délicatesse de la situation. En outre, ce rapport alerte sur le fait qu'1,6 milliard de personnes risquent d'être privées d'eau potable d'ici 2030 si les tendances se poursuivent. Incontestablement, la question du droit à l'eau est ici soulevée et se positionne comme une des préoccupations majeures du XXI^e siècle.

La thématique hydrique apparaît donc, fondamentalement, complexe car au-delà de ses fonctions vitales, ses symboliques multiples confèrent à l'or bleu un statut singulier au sein de la Société. Celles-ci influencent les programmes de gestion intégrée de la ressource mais aussi les pratiques de communication qui les accompagnent. Audrey Azouley, Directrice générale de l'UNESCO rappelle, dans l'avant-propos du rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau (2021 : IV), que plusieurs peuples attribuent à l'eau et aux voies navigables un statut particulier. Par exemple, en Inde les fleuves Yamuna et Gange sont traités comme des entités vivantes possédant les mêmes droits que les humains. En nouvelle Zélande, la loi « Te Awa Tupua » votée en 2017 attribue au fleuve Whanganui le statut d'entité vivante indivisible, des montagnes jusqu'à la mer. Dans ces régions, la valeur de l'eau est inestimable. Nous pouvons faire les mêmes constats en Afrique. Dans la cosmogonie dogon (Mali), l'eau est simultanément semence divine et force vitale. De ce fait, le sacré animiste contrôle les rapports de l'homme à l'eau, protège la ressource hydrique et intervient dans la conservation des zones humides (Sajaloli, 2016). De ces observations, l'on peut affirmer que les défis de la communication sur les enjeux liés à l'eau sont importants. Assurément, face une rareté annoncée, la communication est un levier pour promouvoir des changements de comportements favorables à la préservation du liquide bleu.

Dès lors, l'objectif de cette contribution est d'introduire une réflexion épistémologique sur l'apport des sciences de l'information et de la communication (SIC) dans les débats sur l'eau. Nous nous inscrivons dans la droite ligne des études en SIC sur le concept de « Développement durable » en tant que paradigme. L'hypothèse testée est la suivante : les travaux en SIC, de par leur pluridisciplinarité, peuvent jouer un rôle dans la préservation du liquide bleu. Nous souhaitons ainsi apporter une contribution théorique à l'analyse de la communication publique. En effet, comme le souligne Bessièrès (2009 : 16) : si les pratiques de communication publique sont répandues dans les

organisations et se développent, pour autant, le concept tarde à être théorisé. En ce sens, « la communication publique constitue un parent pauvre de la recherche [en SIC] en comparaison d'autres formes de communication ».

À présent, à partir d'un examen de la complexité de notre objet, nous plaiderons pour une approche communicationnelle des recherches sur l'eau, avant de lier le cadre épistémologique du traitement des SIC, en rapport avec l'objet « Eau », à celui des usages et des bonnes pratiques.

1. La complexité de l'objet « Eau »

Le Développement durable (DD) s'est imposé comme une des préoccupations majeures du XXI^e siècle. Ce terme fut promu dès 1987 avec la publication du Rapport Brundtland, « Notre avenir à tous », par la Commission des Nations unies pour l'Environnement et le Développement (CNUED). Dans le chapitre 2 titré « Vers un Développement durable », une définition devenue consensuelle est proposée.

Le Développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir (40).

La préservation de la ressource en eau est une facette du Développement durable. Effectivement, avec l'essor des problématiques environnementales, la thématique hydrique a occupé le devant de la scène médiatique ces dernières années. Nombreux sont les conférences, séminaires, ateliers, etc. organisés pour discuter de la ressource vitale. Est-elle un bien commun ? Comment informer, sensibiliser, éduquer sur les questions d'eau ? Comment faut-il la gérer face au spectre de sa pénurie ? « La pénurie en eau est la plus grande crise dont personne ne parle. Ses conséquences prennent la forme d'insécurité alimentaire, de conflits, de migrations, et d'instabilité financière », déclarait en 2019 Andrew Steer, ancien président du World Resource Institute (WRI). Pour appuyer ces propos, l'on peut citer les tensions diplomatiques persistantes entre l'Égypte et l'Éthiopie à propos de la construction d'un barrage sur le Nil. Le premier pays est fortement dépendant des eaux du Nil qui couvre 97% de ses besoins en eau potable et en irrigation. Dès lors, la cons-

truction du barrage est perçue comme un danger. Quant au second pays, il voit cette infrastructure comme une opportunité de renforcer son électrification, et dans une large mesure, son développement économique. De même, la multiplication des événements cataclysmiques liés aux changements climatiques d'origine anthropique avec leurs conséquences imprévisibles sur la disponibilité des ressources en eau, a participé à interpeller l'opinion publique sur la question. L'Afrique du Sud est un exemple éloquent. En 2019, la ministre de l'Habitat et de l'Eau annonçait que le pays était en situation de « stress hydrique » très grave. Cela veut dire que la ressource est en quantité insuffisante pour couvrir les besoins des populations. La consommation d'eau avait augmenté quand la pluviométrie était faible entraînant la chute de 60% des niveaux des barrages. Des restrictions d'eau furent annoncées dans les principales villes du pays. Nous percevons ainsi que l'eau regorge d'enjeux multiples ; et il n'est pas étonnant de voir que ce thème suscite de nombreux débats dans les sciences sociales en raison de son actualité. Plusieurs disciplines se sont saisies de la problématique et proposent des perspectives singulières qui sont à appréhender comme autant de miroirs d'eau qui révèlent la complexité de l'objet.

Dans l'approche juridique, la distinction entre « droit à l'eau » et « droit de l'eau » est traitée. La première expression traduit l'accès pour tous à une eau de qualité, saine et potable afin de satisfaire les usages quotidiens. La seconde désigne les règles et les institutions qui fixent ou arbitrent le partage des ressources hydriques. Les juristes interrogent aussi les questions de régulation des usages en alertant sur la confusion souvent faite entre l'eau en tant que ressource naturelle et l'eau « de la ville » gérée par le service public d'eau potable et d'assainissement.

En géographie, la branche de l'hydrologie étudie les propriétés de l'eau, la gestion des eaux de pluies, les réseaux d'eaux et d'assainissements, et leur impact sur les choix d'aménagement et de développement territorial. Nous pouvons citer les travaux de Faye (2014) traitant de la revalorisation et de la bonne gestion des ressources en eau au Sénégal afin de promouvoir un développement économique, social et durable des territoires.

Du côté de la sociologie, l'approche socio-historique rend compte de la relation entre l'eau et les communautés humaines. « En tant que milieu physique, élément environnemental, ou facteur de production. Un des constats récurrents de ces analyses concerne l'évolution du

statut de l'élément naturel qui se signale par des changements dans les représentations le concernant mais aussi dans les formes d'organisation sociale dans lesquelles il s'insère. » (Le Bourhis, 2004 : 21). Par exemple, des études interrogent la gestion locale du service public de l'eau autour des comités de gestion villageoise en analysant les jeux de pouvoirs des acteurs. Nous pouvons ainsi évoquer, les travaux de Ngefor (2011) qui rendent compte de la manière dont l'organisation communautaire dans la région du Nord-Ouest du Cameroun a influencé les relations entre les collectivités locales et l'État à travers la gestion de l'approvisionnement en eau.

L'anthropologie s'est également saisie du sujet. « La recherche anthropologique aura révélé, en même temps que la diversité des formes d'aménagement de l'eau et la richesse des réponses sociales, la complexité et la variété des relations entre irrigation et structures sociopolitiques. » (Bédoucha, 2004 : 390). Par ailleurs, dans son approche culturelle un pont peut être établi entre sociologues et anthropologues afin de mieux décrypter les comportements des acteurs impliqués dans la gestion hydrique. Dans une étude sur la problématique de l'eau au Niger, Mohamadou (2011, cité par Dieng, 2020 : 78) analyse la gestion des infrastructures hydrauliques en milieu rural dans la région de Tahoua en s'appuyant sur la socio-anthropologie pour expliquer les dynamiques rurales afférentes à l'eau.

Dans la conception économiste, les travaux analysent la gestion, la recherche de financement des infrastructures, la tarification de l'eau et des services associés. La réflexion se pose en termes d'offre et de demande et d'articulation entre le revenu du consommateur, la qualité de l'eau disponible et son prix. Le droit à l'eau, à un coût abordable et pas gratuite, est consacré par le principe 4 de la Déclaration de Dublin (1992) : « L'eau, utilisée à de multiples fins, a une valeur économique et devrait donc être reconnue comme bien économique ». Une perspective qui semble s'opposer à la reconnaissance de l'eau comme bien commun lors de la première conférence des Nations unies sur l'eau à Mar del Plata (1977). Qui plus est, comme nous l'avons évoqué, la dimension anthropologique valorise l'importance de la prise en compte des imaginaires culturels dans le traitement de la question hydrique. Des tensions émergent souvent au sein des populations dès qu'il s'agit d'aborder la marchandisation de l'eau. Au Sénégal, à chaque fois que l'État annonce mettre fin à la gratuité de l'eau dans la ville religieuse de Touba, capitale de la confrérie mouride, les esprits s'échauffent. Une gratuité qui prévaut depuis les années 1960. C'est le cas aussi quand les populations protestent contre l'augmentation des

factures d'eau alors que les coupures d'alimentation sont fréquentes et la médiocrité des structures hydrauliques décriée.

En sciences de l'information et de la communication, les productions sur la thématique hydrique sont rares mais riches. Ainsi, Hervé-Bazin (2009 : 24-25) cherche à « déterminer les modalités de construction, d'affirmation et de légitimation du discours sur Femme, Eau et Développement Durable au sein de la sphère publique notamment à travers le genre à la fois discours, théorie et outil de mise en pratique ». Dione (2014), quant à lui, se penche sur les dispositifs de communication participative déployés par les Associations d'Usagers des Réseaux d'Eau Potable (ASUREP) dans la région de Saint Louis pour gérer l'eau. Par ailleurs, Ngom (2016) explore la communication écologique d'une organisation publique en charge de l'administration des lacs et cours d'eau du Sénégal : l'Office des Lacs et Cours d'Eau (OLAC). Dans une autre perspective, Dieng (2020), interroge la communication des acteurs locaux dans le département de Tambacounda afin de sensibiliser sur la préservation de la ressource en eau. Il met en avant le poids des coutumes et croyances dans la réception des messages.

Ce détour non exhaustif met en lumière le fait que l'objet heuristique « eau » est protéiforme, et l'on ne peut envisager son traitement selon une méthode unique. D'ailleurs, Ndiaye (2016) le fait remarquer à juste titre :

En effet, considérée comme une ressource inépuisable et limitée, l'eau a été négligée par l'analyse économique néo-classique [...]. Que l'eau soit menacée de rareté et de pollution, en contexte de démographique galopante et de tarissement des ressources, avec toutes ses conséquences sur le bien-être individuel et collectif, a finalement amené les économistes à lui accorder plus d'importance en la traitant comme bien économique devant être géré de manière rationnelle (2).

Nous le voyons, les approches disciplinaires se révèlent complémentaires. En effet, des sciences juridiques en passant par la sociologie, l'anthropologie jusqu'aux sciences économiques, les questionnements dévoilent en filigrane la nécessité d'une communication efficiente pour atteindre les objectifs de mobilisation autour de l'eau. Les SIC prennent à charge cet aspect en s'imprégnant, à leur tour, des disciplines citées plus haut. Dans ce cadre, nous avons la certitude que les SIC sont face à un défi épistémologique à relever.

2. Pour une approche communicationnelle des recherches sur l'eau

De tradition et de vocation, l'épistémologie est le lieu où se débat de la manière la plus particulière et précisée le problème philosophique de la vérité ; le lieu où ce problème est projeté, circonscrit, déterminé, effectué. C'est le support où toute théorie de la connaissance, quelle qu'elle soit, est obligée d'aller prendre ses valeurs (Serres, 1972 : 62).

Le projet épistémique des SIC est de décrypter et de conceptualiser les pratiques sociales. Se saisir de l'objet heuristique eau, c'est donc revendiquer la contribution des SIC dans les débats publics. Caractérisées par leur interdisciplinarité (elles s'attachent à toutes les dimensions d'un phénomène), les SIC prennent en compte la complexité des objets comme celui qui nous occupe ici : « l'eau ». Elles s'inspirent des composantes d'analyse issues de disciplines existantes, puis elles les ajustent avec d'autres composantes, en veillant à articuler les divers aspects du phénomène. « Cette volonté de construire des objets complexes, caractérisés par une multiplicité de niveaux emboîtés, n'est pas présente chez les disciplines mères auxquelles les SIC empruntent » (Perret, 2009 : 126-127). Ainsi, les sciences de l'information et de la communication (SIC) sont

un lieu à partir duquel on peut interroger la société et les groupes, les hommes et leurs machines, les messages et leurs conditions de production, de circulation, de réception et d'interprétation. [...] La rigueur des choix méthodologiques et épistémologiques est, en conséquence, de la plus grande importance pour ces sciences (Ollivier, 2007 : 168).

Dans les travaux que nous avons consultés et ancrés dans les SIC, la posture interdisciplinaire est assumée et exploitée à propos de l'objet « eau ». À titre d'illustration, les sciences de la géographie sont convoquées pour comprendre le rapport entre l'eau et les territoires par le truchement de la cartographie des réseaux hydriques. L'analyse des textes de loi, circulant au sein de sphère publique de l'eau, permet de saisir les enjeux de la régulation du précieux liquide. Le regard anthropologique conduit à intégrer le terreau culturel et les imaginaires liés à l'eau dans le questionnement. Le croisement de ces différentes dimensions permet au chercheur en SIC de mieux saisir les ressorts et les freins du passage à l'acte en matière de préservation de la ressource hydrique. De même qu'elles nourrissent la mise en place de dispositifs de communication engageante.

L'approche communicationnelle, selon Perret (2009), consiste alors à prendre en compte trois dimensions de la recherche : la circulation du sens, celle des acteurs, celui des pratiques sociales et des techniques.

Dans les faits, il s'agit de commencer par décrire les situations spécifiques du phénomène et d'intégrer la matérialité du dispositif (la forme spécifique de la communication). Ensuite, de s'intéresser à comment le phénomène fait sens pour les personnes impliquées. Enfin, de souligner la valeur attribuée au phénomène et la transformation des rapports sociaux qu'il induit. Adopter une approche communicationnelle dans les recherches sur l'eau, par exemple, consisterait à opter pour un regard dynamique ancré dans le contexte d'apparition du phénomène. Or, l'on pourrait se demander, légitimement, quelle est la pertinence épistémologique d'intégrer le contexte sociétal dans la conception des approches théoriques. Berthelot est de bons conseils. Ce sociologue dans un article intitulé « Les nouveaux défis épistémologiques de la sociologie », traite « la question du statut non seulement politique, mais épistémologique des différences nationales dans la production et la diffusion du discours sociologique » (1998 : 3). La dimension politique invite à faire la distinction entre « internationalisation » et « indigénisation », deux termes opposés. La sociologie internationale, « occidentale », applique aux pays du Sud des « modèle théoriques inadaptés » qui ne « résistent pas à l'épreuve de leur application dans des contextes sociaux et culturels différents ». L'indigénisation désigne l'effet contraire. C'est une démarche cognitive « d'élaboration de modèles adaptés aux conditions concrètes d'un pays donné » (3). À côté du débat politique, poursuit Berthelot, l'on observe un débat épistémologique. L'opposition « relativisme » contre « universalisme ». L'universalisme accepte que l'on puisse adapter une théorie à plusieurs contextes. Le relativisme désigne « toute conception qui réduit la signification d'un énoncé à l'expression de son contexte singulier d'énonciation » (idem). La thèse de l'indigénisation est une critique de l'universalisme et du rationalisme épistémologique. Celle de l'internationalisation critique le relativisme épistémologique, la reconnaissance de la diversité culturelle.

L'objet « Eau » donne raison à Berthelot, il faut éviter une lecture bipolaire des buts épistémiques en SIC. Cela suppose de convoquer différentes visions issues des disciplines en sciences sociales pour nourrir les réflexions. La posture interdisciplinaire est incontournable pour penser la question hydrique. Il ne s'agit pas de plaquer une théorie à la suite d'une autre mais d'avoir un « esprit d'aventure » (Renucci et Pelissier, 2013). C'est là que réside le défi épistémologique. « L'esprit d'aventure, c'est le besoin de liberté, le goût du

risque, le non-conformisme et l'appétit de savoir » (Chaliand, Franceschi et Guilbert, 2003, cité par Renucci et Pelissier, 2013 : 113). Il est question de favoriser les dialogues avec les chercheurs issus d'autres horizons, de stimuler les regards convergents et d'accepter les conflits car si les SIC sont au carrefour des sciences sociales, elles n'ont pas la prétention d'être « La » discipline qui fait le lien entre toutes les sciences. Morin (1990) disait : « ce qui est au-delà de la discipline est nécessaire à la discipline pour qu'elle ne soit pas automatisée et finalement stérilisée ». Valade (1999) renchérit en notant que « l'intelligence interdisciplinaire est issue d'une épistémologie de la complémentarité opposant une fin de non-recevoir à toutes les épistémologies de la dissociation ». L'ouverture est importante pour toute discipline. La formation d'équipe interdisciplinaire autour de la problématique hydrique est, par exemple, un moyen de consolider « notre esprit d'aventure » afin d'avoir une « communication engageante et institutive ».

3. Une communication engageante ET institutive

La « communication engageante ET institutive » a pour objectif « de penser la relation entre communication et action, en convoquant des ressources théoriques issues du champ de la psychologie sociale » (Bernard, 2007 : 27), et des SIC. Le but est de résoudre le problème du passage à l'acte en matière de « communication d'actions et d'utilités sociales » (Bernard, 2006). Ainsi, les travaux de recherche-action portent principalement sur l'environnement, les économies d'énergie, la culture et la santé. Les chercheurs de ce paradigme proposent un modèle de changement comportemental qui s'appuie sur des « actes préparatoires » ou « messages engageants » afin de stimuler l'efficacité des campagnes de prévention. Ces actes préparatoires renforcent d'une part, la réalisation de l'action attendue et de l'autre, rendent les sujets plus réceptifs aux messages véhiculés ce qui favorise leur engagement. Celui-ci correspond « dans une situation donnée, aux conditions dans lesquelles la réalisation d'un acte ne peut être imputable qu'à celui qui l'a réalisé » (Joule & Beauvois, 1998 : 60). En d'autres termes, la communication engageante vise un changement comportemental chez les individus ou les collectifs sur la base de stratégies d'influence ne reposant ni sur la persuasion, ni sur l'autorité :

Ce principe du primat de l'action est pris et repris dans des « matières signifiantes » (Veron, 1987) qui contribuent à la production de

nouvelles valeurs, significations et normes sociales. (Bernard, 2010 : 81).

Autrement dit, « la question de l'action est étroitement liée à celles du sens, des valeurs, des savoirs et du lien » (Bernard, 2007 : 80). Les interrogations soulevées par le paradigme de la « communication engageante ET instituant » apportent « une contribution communicationnelle à la réflexion large et pluridisciplinaire consacrée aux approches du DD » (Bernard, 2010 : 79). C'est la raison pour laquelle, pour rendre compte des « relations complexes entre action- signification- institutionnalisation », l'on insiste sur la dimension « instituant ». Celle-ci interroge la question du lien social et celle des pratiques de médiation. En transposant au sujet qui nous occupe, nous retenons que les enjeux hydriques interrogent cette dimension « instituant » de l'activité communicationnelle.

Ainsi il y a un ancrage des imaginaires socio-culturels à prendre en compte pour établir des messages performatifs. Il faut prendre le soin de se renseigner sur ces aspects avant de déployer des actions de communication. Comprendre les pratiques culturelles et les normes de chaque communauté, leur rapport à l'eau est un préalable avant de communiquer. C'est une étape essentielle pour cerner les « actes préparatoires » dans le cadre du déploiement d'une campagne de communication engageante. Par exemple, à Tambacounda (région au Sud du Sénégal), afin de sensibiliser les populations sur la gestion raisonnée de la ressource en eau, les acteurs locaux sollicitent les leaders d'opinion comme les imans, les prêtres ou les chefs coutumiers pour dire que ce représente l'eau pour la religion (Dieng, 2020). À Bakel (département au Nord du Sénégal), l'on observe des habitudes sociales autour du fleuve Sénégal, fortement ancrées dans le milieu. Les populations utilisent cette eau pour le linge, se laver et laver leurs bêtes. En même temps, tout enfant né dans cette zone doit boire sur cette eau. Pour eux, l'eau du fleuve est source de bénédiction. Les acteurs de l'eau qui interviennent dans cette zone intègrent ces réalités sociales pour instaurer un dialogue fécond avec les populations locales. De la sorte, la communication devient « l'instance unifiante » pour parler comme Sfez (2007) pour encourager les bonnes pratiques autour de l'eau.

Conclusion

Indore, sans saveur, l'eau est un élément traversé par plusieurs représentations, perceptions et croyances. Sa gestion exige de s'intéresser à plusieurs domaines : droit, économie, anthropologie, sociologie,

SIC, etc. C'est un objet multidimensionnel. « C'est la raison pour laquelle, communiquer sur l'eau requiert une attention particulière » (Dieng, 2020 : 190). Ainsi, nous avons souligné, dans cet article, l'utilité d'une approche communicationnelle car la communication apparaît comme un levier pour aider à la clarification des enjeux liés à l'eau. La question de l'interdisciplinarité a servi, ensuite, de prétexte pour atténuer notre discours afin de ne pas tomber dans l'idéologie de la communication. Enfin, nous avons vu qu'interdisciplinarité rime avec « esprit d'aventure ». Les sciences de l'information et de la communication ont une carte à jouer avec l'objet « Eau » afin de participer au décloisonnement des savoirs.

Références bibliographiques :

- Beauvois, Jean-Léon, & Joule, Robert-Vincent. (1998). *La soumission librement consentie : comment amener les gens à faire librement ce qu'ils doivent faire ?*. Paris : PUF.
- Bédoucha, Geneviève (2004). *Éclipse de lune au Yémen*. Paris : Odile Jacob.
- Bernard, Françoise. (2007). Communication engageante, environnement et écocitoyenneté : un exemple des « migrations conceptuelles » entre SIC et psychologie sociale. *Communication & organisation*, 31. <<http://communicationorganisation.revues.org/94>>. Consulté le 2/07/12
- Bernard, Françoise. (2010). Pratiques et problématiques de recherche et communication environnementale : explorer de nouvelles perspectives. In: *Communication & organisation*, 37, 79-92.
- Berthelot, Jean-Michel. [(dir.) (2001)]. Programmes, paradigmes, disciplines : pluralité et unité des sciences sociales. In *Epistémologie des sciences sociales*, 457-520, Paris : PUF.
- Bessièrès, Dominique. (2009). La définition de la communication publique : des enjeux disciplinaires aux changements de paradigmes organisationnels. In: *Communication & organisation*, 35, 14-28
- CNUED (1987). Notre avenir à tous. *Rapport de la Commission des Nations unies pour l'Environnement et le Développement*.
- Dieng, Ismaila (2020). La communication des organisations autour des enjeux liés à l'eau en milieu rural au Sénégal : le cas des acteurs locaux dans le département de Tambacounda. Master Communication, Saint-Louis, Université Gaston Berger (Sénégal).
- Dione, Yangane (2014). Participation du public et politiques d'accès à l'eau potable en milieu rural sénégalais. Les associations d'usagers des réseaux d'eau potable dans la région de Saint Louis. Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Toulouse, Université de Toulouse.
- Faye, Cheikh (2014). *Les territoires de l'eau au Sénégal. Des faits de géographie physique et humaine à travers l'élément eau*. Les Éditions Chapitre.com.
- Hervé-Bazin, Céline (2009). Femme, Eau et Développement durable : De l'invisible au visible. À partir d'une étude comparative de SUEZ, de ses filiales et des organisations du secteur des organisations secteur de l'eau au sein de l'Espace public en France et au Maroc. Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Paris IV Sorbonne-CELSA.
- Le Bourhis, Jean-Pierre (2004). La publicisation des eaux. Rationalité et politique dans la gestion de l'eau en France (1964-2003). Thèse de Doctorat en science politique, Université Panthéon-Sorbonne – Paris I.
- Morin, Edgar. (1990). *Introduction à la pensée complexe*. Paris : ESF éditeur.
- Ngefor, Gillian Sanguv (2011). Les projets d'approvisionnement communautaire en eau : une arène d'expression des mécontentements politiques. Le cas de Kumbo, au Cameroun. In: *Mondes en développement* (n°155), 59-76.
- Ngom, Kiné Guèye (2016). *Les enjeux de la communication écologique des organisations : le cas de l'Office du Lac de Guiers (OLAG)*. Master Communication, Saint-Louis, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal).
- Ndiaye, Sambou (2016). Réforme de l'hydraulique rurale au Sénégal et gouvernance des eaux du Lac de Guiers : Enseignements à partir d'un bien commun en contexte de vulnérabilité environnementale, 12^e édition de la Conférence internationale de l'AFD, « Communs et Développement », Paris le 1^{er}-2 décembre.
- Ollivier, Bruno (2007). *Sciences de la communication : théories et acquis*. Paris : Éditions Armand Colin, Collection « U ».
- OMS & UNICEF (2021). Progrès en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène des ménages, 2000-2020. *Rapport mondial de l'organisation mondiale de la santé et du le fonds des Nations Unies pour l'enfance*.
- Perret, Jean-Baptiste (2009). Les SIC : essai de définition. In *Les sciences de l'information et de la communication*, 115-132. Paris : CNRS Éditions.
- Reeves, Hubert (2007). Carte blanche à Hubert Reeves. *Vivre autrement*, (1), février 2007. Hubertreeves.info.

- Renucci Frank & Pelissier Maud (2013). L'esprit d'aventure, le trésor perdu des SIC. In: *Hermès*, (3), 113-121. Paris : CNRS édition
- Sajaloli, Bertrand (2016). Génies de l'eau et protection des zones humides en pays dogon (Mali). Géoconfluence.ens-lyon.fr.
- Serres, Michel (1972). *La Communication*. Paris : Minuit.
- UNESCO (2020). La valeur de l'eau. *Rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.

Revue Africaine de Communication (RAC)



La *Revue Africaine de Communication (RAC)*, qui s'adresse aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La *RAC*, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi dans sa partie *Varia* des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication est évident.

Ce numéro de la *Revue Africaine de Communication* se donne pour objectifs d'élargir le débat sur la désinformation, de jauger sa complexité et de se pencher sur des solutions qui pourraient renforcer la résilience de la communauté à ce phénomène à travers l'éducation aux médias, la déconstruction des leviers de la désinformation (enjeux, stratégies et techniques), l'analyse des failles de la communication de crise et de la communication scientifique, etc.



UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION